

M. CAHAN: Rapporter à qui?

M. EVANS: Au peuple.

M. CAHAN: Quel peuple? Les cultivateurs?

M. EVANS: Tous les travailleurs. L'honorable député ne peut pas se défaire de l'idée que tout le Canada est contenu dans la rue St-Jacques, à Montréal, ou dans la cité de Toronto.

M. CAHAN: Je ne peux pas me faire à l'idée qu'il est entièrement contenu dans la Saskatchewan.

M. EVANS: J'avais quelques autres observations à faire au sujet de la meunerie. Ce n'est pas la seule chose que les minotiers du Canada se permettent de dérober. Dans l'Ouest, ils ont fait construire des élévateurs aux endroits où se récolte le blé qui a la plus grande valeur boulangère. Ils ont aussi des moulins dans les grandes villes des Prairies, où ils achètent tout le blé qu'ils peuvent. Ils s'emparent ainsi de tout ce qu'il y a de mieux en fait de blé et exportent ce qui ne leur plaît pas, diminuant par là le prix, parce que notre prix est fixé d'après le type le plus inférieur dans chaque qualité de blé exporté. Les minotiers, du moins certains d'entre eux, ont aussi des élévateurs aux têtes de ligne où ils mélangent ce qu'ils destinent à l'exportation, faisant un produit juste d'assez bonne qualité pour obtenir leur certificat et c'est sur ce produit que nos prix sont fondés. En outre, ils achètent le meilleur blé au prix de la qualité qu'ils ont ainsi dépréciée. Mais ce qui est vrai du blé l'est également de toutes les autres industries protégées, et même de tous les autres produits naturels que cultivent les agriculteurs. La différence entre le prix de l'avoine et celui de la farine ou du gruau d'avoine est plus grande que la différence entre le prix du blé et celui de la farine, ou entre le prix du cuir et celui des harnais ou des chaussures. Tout est hors de proportion. On se sert du produit agricole même pour exploiter le cultivateur et cela ne peut pas durer éternellement. Nous donnons à nos manufacturiers la faculté de fixer les prix sans s'entendre sur le coût relatif de la matière première ou de la somme de travail qui leur incombe. Un jour viendra certainement où notre pays comprendra combien il est stupide de donner à une classe quelconque de la société carte blanche pour exploiter les gens comme on l'a fait dans le passé.

On peut fabriquer aussi avantageusement au Canada que dans n'importe quel autre pays. Je le dis malgré tous les cris de désespoir que poussent les manufacturiers et leurs représen-

[M. Evans.]

tants dans cette Chambre. Depuis deux ou trois ans nous avons été inondés d'écrits au sujets de l'état déplorable de l'industrie lainière et de l'industrie cotonnière. Voyons un peu dans quelle situation sont certaines de ces fabriques aujourd'hui. Voyons comment elles se sont comportées depuis 1921, alors que le Gouvernement a commencé à "jouer" avec le tarif et a créé "l'instabilité" comme on l'appelle. "Montreal Cottons" est la première sur ma liste. Le plus bas que soient descendues ses actions en 1921 a été 90; en 1925, elles étaient cotées à 116. Les actions ordinaires de Penman étaient cotées à 91 en 1921 et à 185 en 1925. Est-ce que cela indique la ruine? Le plus bas que les actions privilégiées de Penman soient descendues en 1921 a été 78 et elles ont été cotées jusqu'à 103.

M. CAHAN: Vous donnez la plus basse cote dans un cas et la plus haute dans l'autre, n'est-ce pas?

M. EVANS: En 1925, la plus haute a été de 103 et la plus basse de 99.

M. CAHAN: Voilà qui est plus juste.

M. EVANS: En 1921, les actions privilégiées de Penman ont descendu jusqu'à 78. Prenons maintenant "Dominion Textiles". La plus basse cote en 1921 pour les actions ordinaires a été 61½; en 1925 elle a atteint 95½. Pour les actions privilégiées de Dominion Textiles, en 1921, la plus basse cote a été 89½ et la plus haute, 105; en 1925 la plus haute 119 et la plus basse 111.

M. CAHAN: L'honorable député pense-t-il que cela indique un accroissement de prospérité pour cette industrie?

M. EVANS: S'il en était autrement, je ne vois pas pourquoi les gens achèteraient ces valeurs à un prix plus élevé.

M. CAHAN: Je pourrais vite l'expliquer.

M. EVANS: Il me semble que plus le Gouvernement fait voter de lois ruineuses, plus ces industries sont prospères. Voilà les faits tels qu'ils se présentent aujourd'hui. Je n'aurais pas pris la parole sur le budget cette année, n'eût-ce été les lamentations que les maîtres de l'industrie ont fait retentir dans cette enceinte.

M. H. G. Wells a dit dernièrement qu'il s'est donné pour tâche de sauver la civilisation avant que la désintégration devienne irréparable. La presse, la tribune et le Parlement nous rebattent les oreilles de leurs oburgations pour nous faire renoncer à nos intérêts propres, à nos intérêts personnels, d'état, de classe, de région, et pour nous con-